

entre ne pas dépenser et économiser. Economiser c'est retrancher sur le superflu et l'agréable pour ne s'en tenir qu'au strict nécessaire, ce n'est pas, en matière publique, faire comme le gouvernement actuel, ne pas dépenser ce qui est absolument nécessaire dans l'intérêt public.

Par exemple, est-ce faire une économie bien entendue que de retrancher cinquante pour cent des argents votés pour la colonisation ?

La motion qui suit prouve que les ministres se sont bien gardés de diminuer le salaire des employés.

M. Turgeon a proposé, secondé par M. Déchêne :

Qu'il appert par les comptes et documents publics :

Que la dépense pour le traitement des ministres et les salaires des employés dans les divers départements du gouvernement civil de cette province, s'est élevée, durant les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, sous le gouvernement actuel, à la somme de \$822,717.54.

Et que la dépense pour le même objet n'a été durant les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90 et 1890-91, sous le gouvernement Mercier, que de \$719,729.41.

Que le gouvernement actuel a ainsi dépensé, durant les quatre années dont il est entièrement responsable, pour les dits traitements et salaires du service civil, de plus que n'a dépensé pour le même objet, le gouvernement Mercier, durant les quatre années dont il était entièrement responsable, la somme de \$102,988.13.

Ce qui fait une augmentation de cette dépense sous le gouvernement actuel de \$25,747.03 par année.

Que cette augmentation de dépense n'est justifiée par aucune raison valable, et mérite d'autant plus le blâme de cette Chambre que le gouvernement actuel s'est engagé envers les électeurs de

cette Province à diminuer les dépenses du service civil, et a conséquemment violé ses promesses et ses engagements.

M. Gladu a prouvé lui que les dépenses se sont élevées à une plus forte somme sous l'administration actuelle que sous le gouvernement Mercier contre lequel ou a tant crié.

M. Gladu a proposé :

Que tel qu'il appert par les comptes publics, cette chambre constate que le gouvernement actuel, au lieu de diminuer les dépenses ordinaires d'administration des affaires de la province, comme il s'y était engagé lors de son entrée au pouvoir, a augmenté ces dépenses sans nécessité ni profit pour la province ;

Que pour les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90 et 1890-91, sous le gouvernement Mercier les dépenses de ce chef se sont élevées en tout à la somme de \$14,898,584.40.

Et que pour les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96 (d'après les estimés soumis à cette chambre quant à cette dernière année), le gouvernement actuel a dépensé pour le même objet, la somme de \$15,892,167.34.

Faisant une augmentation de la dépense ordinaire, sous le gouvernement actuel, de \$993,582.94.

Que cette augmentation dans les dépenses de l'administration révèle chez le gouvernement actuel un oubli regrettable de l'engagement qu'il a pris envers le peuple de la province de diminuer ces dépenses et de pratiquer l'économie.

Et que pour ce, le gouvernement mérite le blâme de cette chambre.

LES \$5,000 POUR LA FERME MODELE DE COMPTON

La corporation de Compton est propriétaire d'une ferme modèle pour laquelle le gouvernement a depuis une coupe d'années payé